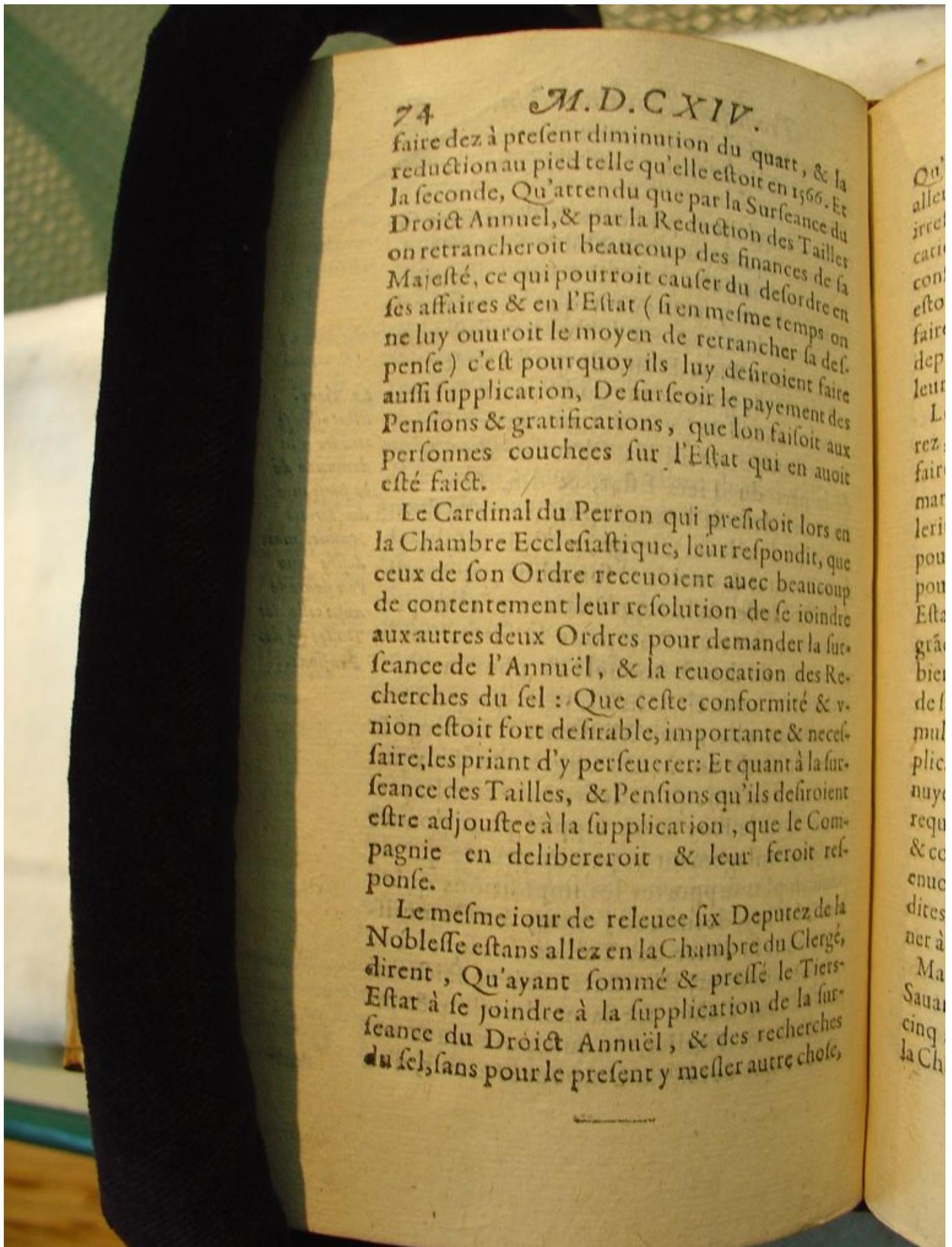


1614_2_074.jpg



74 M.D.C.XIV.

faire dez à ptesent diminution du quart, & la
reduction au pied telle qu'elle estoit en 1566. Et
la seconde, Qu'attendu que par la Surseance du
Droict Annuel, & par la Reduction des Tailles
on retrancheroit beaucoup des finances de sa
Majesté, ce qui pourroit causer du desordre en
ses affaires & en l'Etat (si en mesme temps on
ne luy ouuroit le moyen de retrancher la des-
pense) c'est pourquoy ils luy desiroient faire
aussi supplication, De surseoir le payement des
Pensions & gratifications, que lon faisoit aux
personnes couchees sur l'Etat qui en auoit
esté faict.

Le Cardinal du Perron qui presidoit lors en
la Chambre Ecclesiastique, leur respondit, que
ceux de son Ordre receuoient avec beaucoup
de contentement leur resolution de se ioindre
aux autres deux Ordres pour demander la sur-
seance de l'Annuel, & la reuocation des Re-
cherches du sel : Que ceste conformité & v-
nion estoit fort desirable, importante & neces-
saire, les priant d'y perseuerer: Et quant à la sur-
seance des Tailles, & Pensions qu'ils desiroient
estre adjoustee à la supplication, que le Com-
pagnie en delibereroit & leur feroit res-
ponse.

Le mesme iour de releuee six Deputez de la
Noblesse estans allez en la Chambre du Clergé,
dirent, Qu'ayant sommé & pressé le Tiers-
Estat à se joindre à la supplication de la sur-
seance du Droict Annuel, & des recherches
du sel, sans pour le present y meller autre chose,

Qu'
aller
irrel
caci
con
esto
faire
dep
leur
L
rez
fair
mat
leri
pou
pou
Esa
grâ
bien
de
mul
plic
nuy
requ
& ce
enuc
dites
ner à
Ma
Saua
cinq
la Ch

1614_2_075.jpg

Troisiesme Continuation.

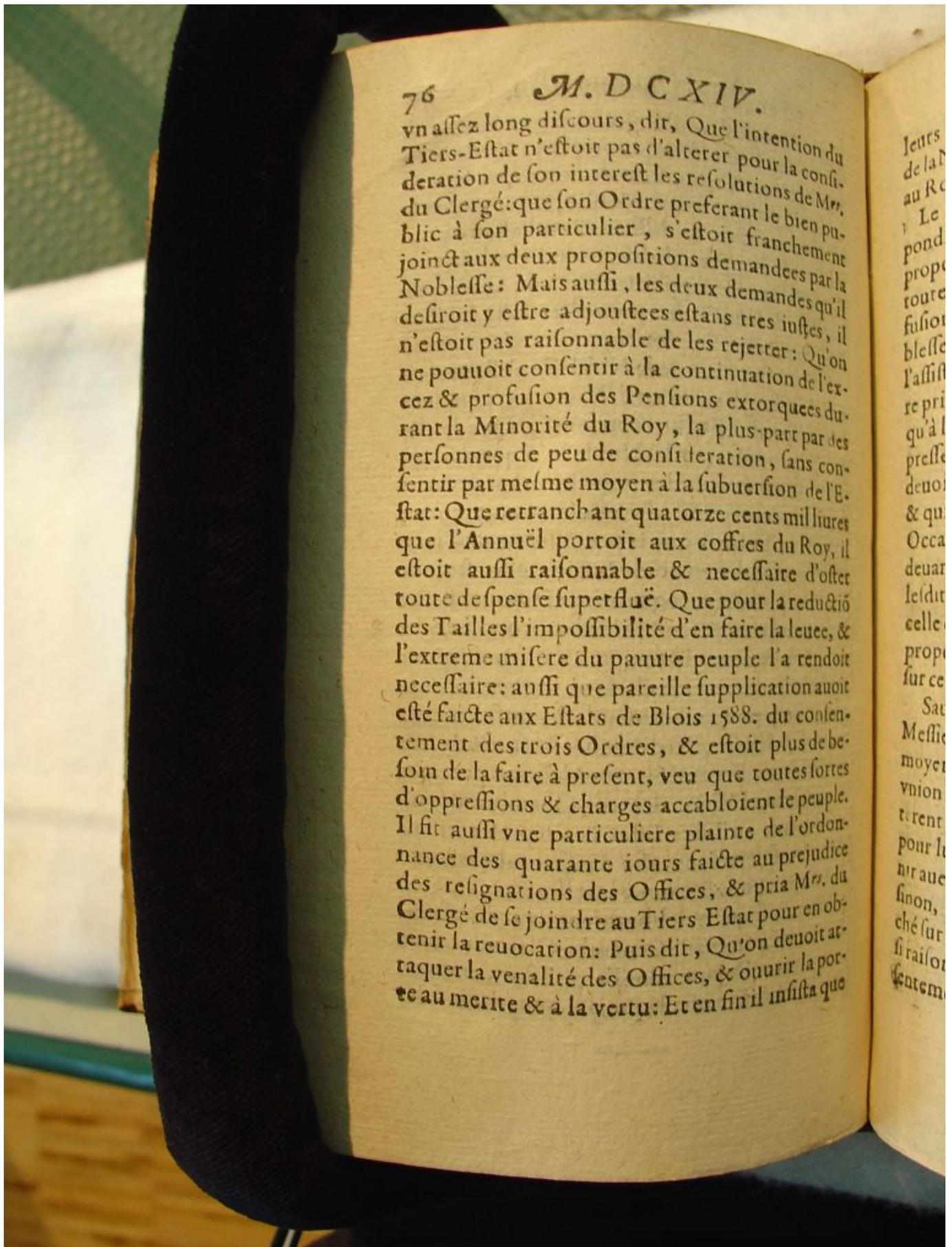
75

Qu'au lieu de se vouloir joindre avec eux, & en aller faire la supplication au Roy, Il estoit en irresolution, & adjoustoit de nouvelles supplications, pour ne mettre & n'apporter que de la confusion & de la difficulté en l'affaire; qui estoit autant que s'il disoit n'en vouloir rien faire: Partant ils supplioient Mr. du Clergé, de deputer de leur Ordre pour aller faire au Roy leur commune supplication.

Lesdits Deputez de la Noblesse s'estant retirez, le Clergé entra en deliberation pour leur faire response: Et fut representé, Que la demande proposee par la Noblesse requeroit celerité, & contenoit des poincts ausquels on ne pourroit reparer s'il n'y estoit promptement pourueu: Et bien que la proposition du Tiers-Estat fut fondee en grâde iustice, elle estoit de grâde importance, requeroit neâtmoins d'estre bien concertee, & sembloit estre proposee hors de saison, & auant le temps: D'ailleurs, que la multitude de tant de chefs en vne mesme supplication y pourroit causer de la confusion, ennuoyer sa Majesté, & diminuër le fruiet de leur requisition: Toutesfois que desirans procurer & conseruer l'Vnion des trois Chambres, qu'on enuoyeroit au Tiers-Estat luy presenter lesdites considerations, afin d'essayer de le ramener à vne vnion & bonne intelligence.

Mais ainsi qu'ils deliberoient de ceste affaire, Sauaron Lieutenant General à Clermont, avec cinq autres Deputez du Tiers-Estat, entra en la Chambre Ecclesiastique, où, apres auoir fait

1614_2_076.jpg



76 M. D C X I V.
vn assez long discours, dit, Que l'intention du
Tiers-Estat n'estoit pas d'alterer pour la confi-
deration de son interest les resolutions de Mr.
du Clergé: que son Ordre preferant le bien pu-
blic à son particulier, s'estoit franchement
joinct aux deux propositions demandees par la
Noblesse: Mais aussi, les deux demandes qu'il
desiroit y estre adjoustees estans tres iustes, il
n'estoit pas raisonnable de les rejeter: Qu'on
ne pouuoit consentir à la continuation de l'ex-
cez & profusion des Pensions extorquées du-
rant la Minorité du Roy, la plus-part par des
personnes de peu de consideration, sans con-
sentir par mesme moyen à la subuersion de l'E-
stat: Que retranchant quatorze cents mil liures
que l'Annuel portoit aux coffres du Roy, il
estoit aussi raisonnable & necessaire d'oster
toute despenſe superflue. Que pour la reductiõ
des Tailles l'impossibilité d'en faire la leuee, &
l'extreme misere du pauvre peuple l'a rendoit
necessaire: aussi que pareille supplication auoit
esté faicte aux Estats de Blois 1588. du consen-
tement des trois Ordres, & estoit plus de be-
sõin de la faire à present, veu que toutes sortes
d'oppressions & charges accabloient le peuple.
Il fit aussi vne particuliere plainte de l'ordon-
nance des quarante iours faicte au prejudice
des resignations des Offices, & pria Mr. du
Clergé de se joindre au Tiers Estat pour en ob-
tenir la reuocation: Puis dit, Qu'on deuoit at-
taquer la venalite des Offices, & ouvrir la por-
te au merite & à la vertu: Et en fin il insista que

leurs
de la D
au R C
Le
pond
prop
toute
fusion
bleffe
l'assisi
re pri
qu'à l
presse
deuoi
& qu
Occa
deuar
le/dit
celle
prop
sur ce
Sat
Messie
moyer
vnion
t: rent
pour le
ntr aue
sinon,
ché sur
si raisor
centem'

1614_2_077.jpg

Troisième Continuation.

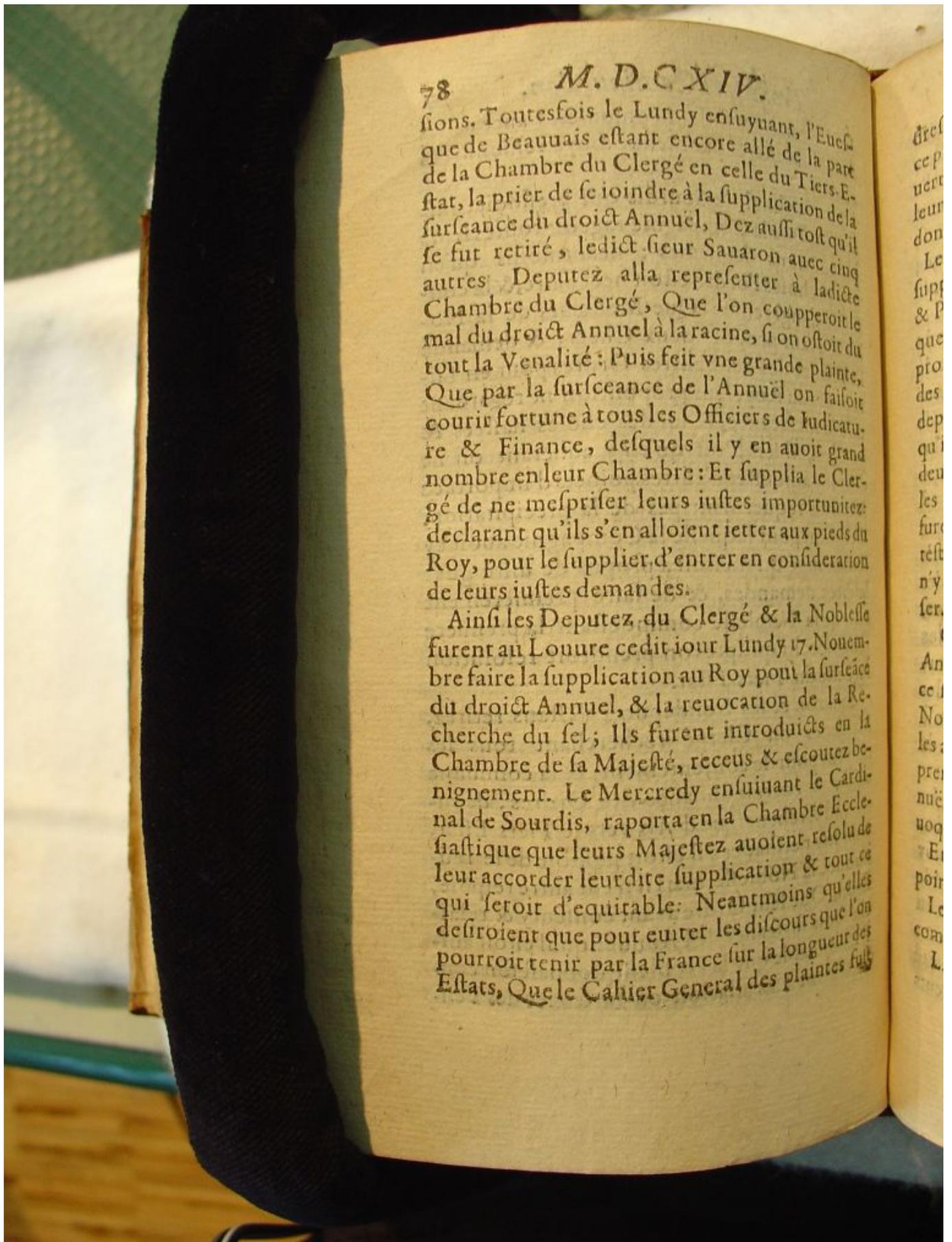
77

leurs demandes fussent conjointes avec celles de la Noblesse, & par mesme moyé remonstrées au Roy.

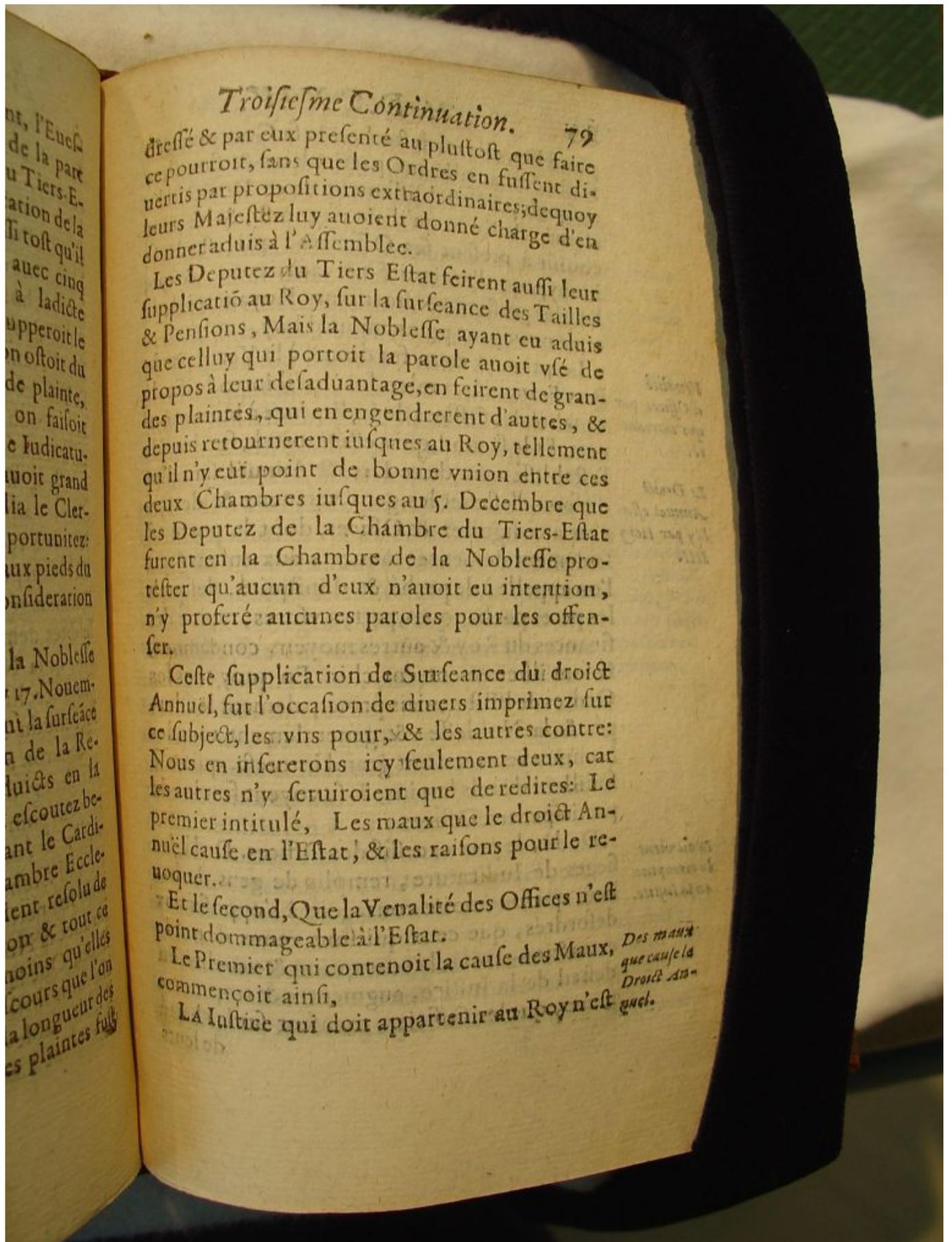
Le Cardinal de Sourdis qui presidoit, respondit, Que la Compagnie iugeoit toutes leurs propositions legitimes : neantmoins qu'en toutes choses l'ordre estoit necessaire, & la confusion dangereuse : Que Messieurs de la Noblesse ayant proposé deux Chefs, & demandé l'assistance des deux autres Ordres pour en faire priere au Roy, leur proposition ne regardant qu'à la surseance, & sur des choses hastées & pressées, il sembloit qu'en y adherant on ne deuoit y adjoüster d'autres poincts d'importâce & qui ne requeroient pas de la precipitation; Occasion pour laquelle la Compagnie auoit cy deuant iugé qu'il estoit à propos de distinguer lesdites demandes, & de faire premierement celle de la Noblesse comme estant la premiere proposée; Et qu'apres on prendroit resolution sur celle du Tiers-Estat.

Sauaron & ses Condeputez s'estans retirez, Messieurs du Clergé recherchant tous les moyens pour le contentement, & la commune vñion & correspondance des Ordres, deputerent l'Archeuesque d'Aix vers le Tiers-Estat, pour luy persuader s'il estoit possible de se reünir avec la Noblesse: mais il n'eut autre respõse, sinon, Que leur Ordre ayant consenty & relasché sur la surseance de l'Annuel, qu'il estoit aussi raisonnable que la Noblesse donnast son consentement à la cassation ou surseance des Pen-

1614_2_078.jpg



1614_2_079.jpg



Troisiesme Continuation. 79

dressé & par eux présenté au plustost que faire
ce pourroit, sans que les Ordres en fussent di-
uertis par propositions extraordinaires; dequoy
leurs Majestéz luy auoient donné charge d'en
donner aduis à l'Assemblée.

Les Deputez du Tiers Estat feirent aussi leur
supplicatiõ au Roy, sur la surseance des Tailles
& Pensions, Mais la Noblesse ayant eu aduis
que celluy qui portoit la parole auoit vsé de
propos à leur desauantage, en feirent de gran-
des plaintes, qui en engendrerent d'autres, &
depuis retournerent iusques au Roy, tellement
qu'il n'y eût point de bonne vnion entre ces
deux Chambres iusques au 5. Decembre que
les Deputez de la Chambre du Tiers-Etat
furent en la Chambre de la Noblesse pro-
téster qu'aucun d'eux n'auoit eu intention,
n'y proferé aucunes paroles pour les offen-
ser.

Ceste supplication de Surseance du droict
Annuel, fut l'occasion de diuers imprimez sur
ce subject, les vns pour, & les autres contre:
Nous en infererons icy seulement deux, car
les autres n'y seruiroient que de redites: Le
premier intitulé, Les maux que le droict An-
nuel cause en l'Estat, & les raisons pour le re-
uoquer.

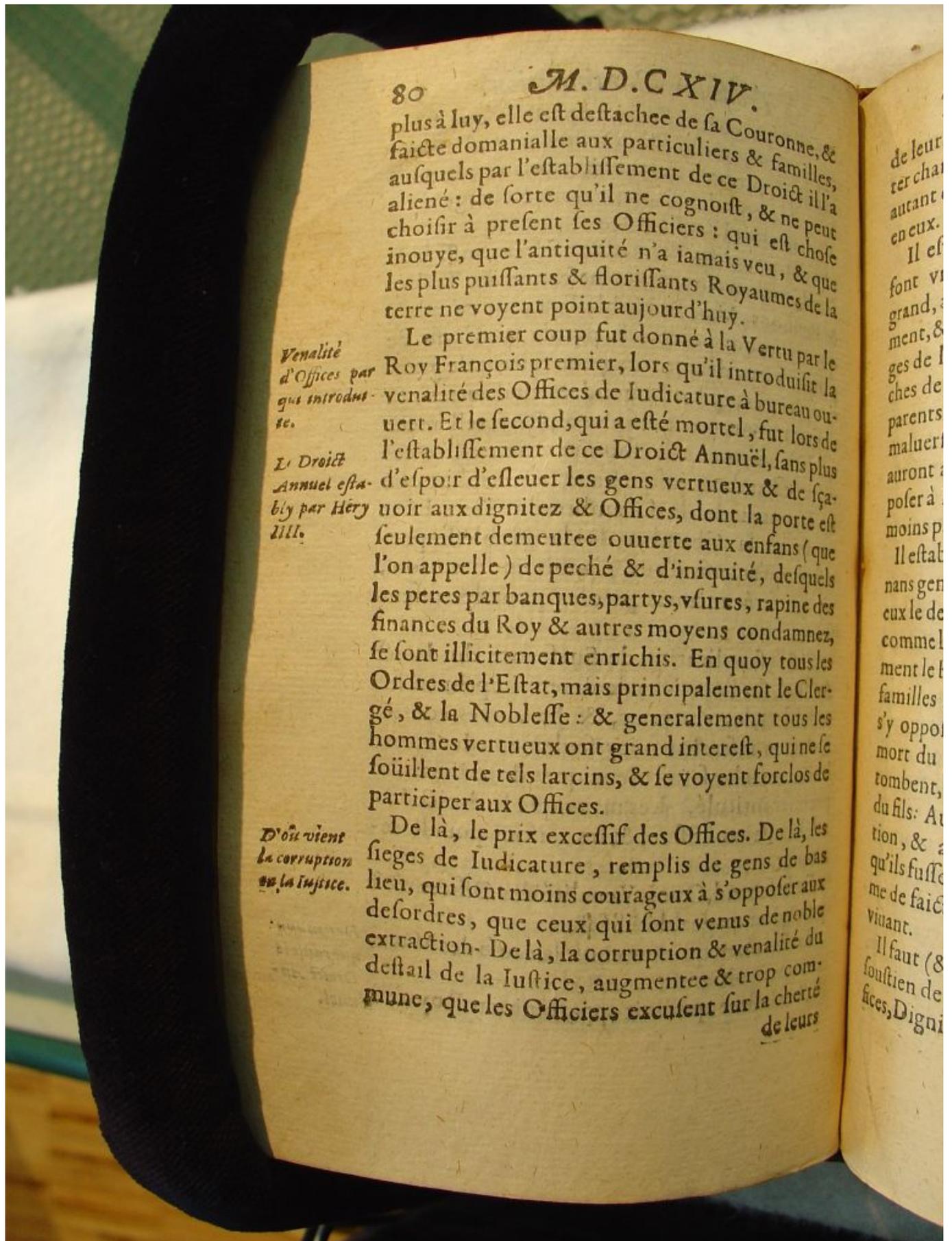
Et le second, Que la Vénalité des Offices n'est
point dommageable à l'Estat.

Le Premier qui contenoit la cause des Maux,
commençoit ainsi,

LA Iustice qui doit appartenir au Roy n'est

*Des maux
que cause le
Droict An-
nuel.*

1614_2_080.jpg



80

M. D. C. X. I. V.

plus à luy, elle est destachée de la Couronne, & faicte domaniale aux particuliers & familles, & auxquels par l'establissement de ce Droit il l'a aliené : de sorte qu'il ne cognoist, & ne peut choisir à present les Officiers : qui est chose inouye, que l'antiquité n'a iamais veu, & que les plus puissants & florissants Royaumes de la terre ne voyent point aujourd'huy.

*Venalité
d'Offices par
qui introduit
se.*

*Le Droit
Annuel esta-
bly par Héry
III.*

Le premier coup fut donné à la Vertu par le Roy François premier, lors qu'il introduisit la venalité des Offices de Iudicature à bureau ouvert. Et le second, qui a esté mortel, fut lors de l'establissement de ce Droit Annuel, sans plus d'espoir d'esleuer les gens vertueux & de sçavoir aux dignitez & Offices, dont la porte est seulement demantee ouverte aux enfans (que l'on appelle) de peché & d'iniquité, desquels les peres par banques, partys, vsures, rapine des finances du Roy & autres moyens condamnez, se sont illicitement enrichis. En quoy tous les Ordres de l'Estat, mais principalement le Clergé, & la Noblesse : & generalement tous les hommes vertueux ont grand interest, qui ne se fouillent de tels larcins, & se voyent forclos de participer aux Offices.

*D'où vient
la corruption
en la Justice.*

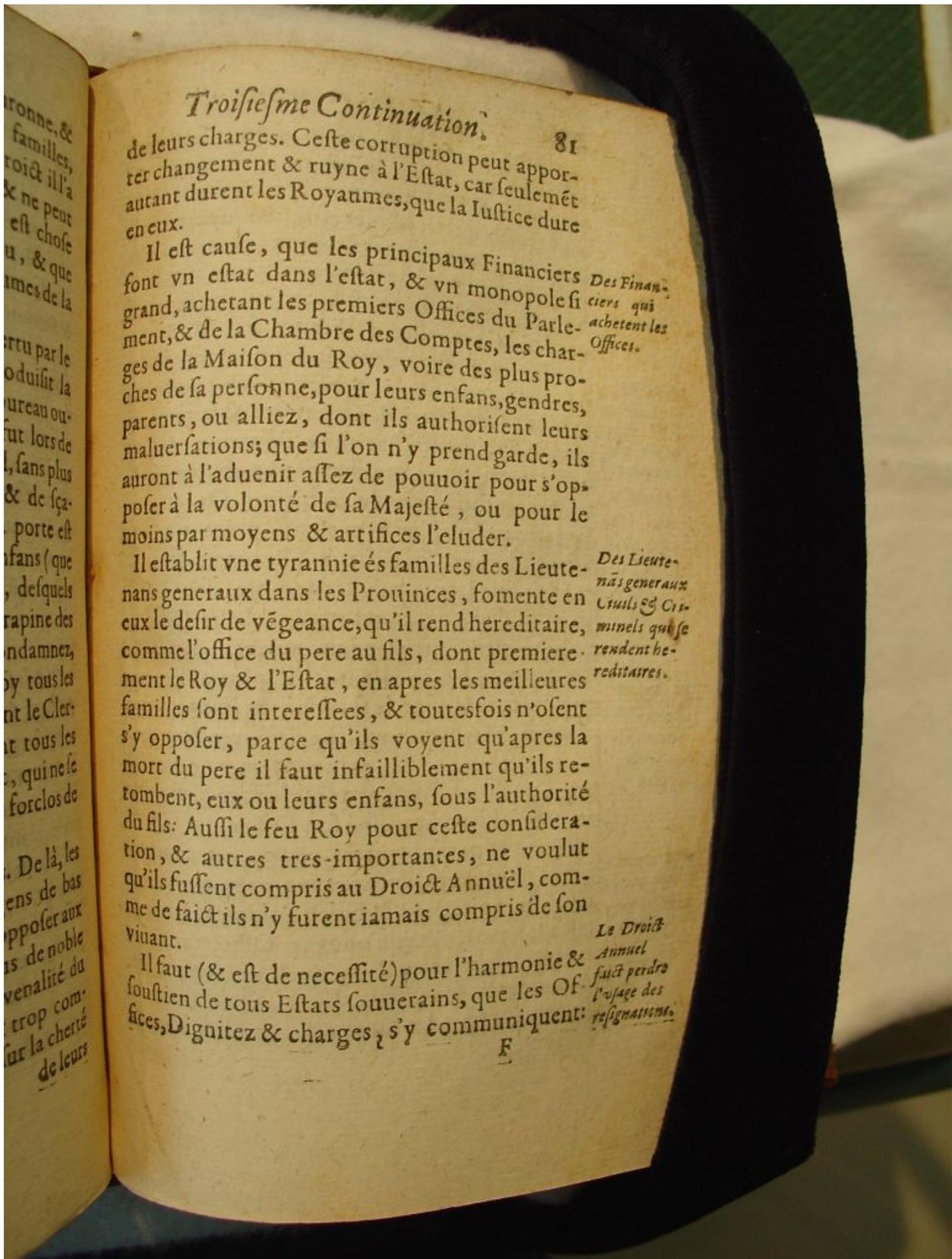
De là, le prix excessif des Offices. De là, les sieges de Iudicature, remplis de gens de bas lieu, qui sont moins courageux à s'opposer aux desordres, que ceux qui sont venus de noble extraction. De là, la corruption & venalité du detail de la Iustice, augmentee & trop commune, que les Officiers excusent sur la cherté de leurs

de leur
ter char
autant
en eux.

Il est
font v
grand,
ment, &
ges de l
ches de
parents
maluer
auront
poser à
moins p

Il estab
nans gen
eux le de
commel
ment le t
familles
s'y oppo
mort du
tombent,
du fils: A
tion, & a
qu'ils fuste
me de fai
vivant.

Il faut (8
soustien de
fices, Digni



Troisiesme Continuation.

de leurs charges. Ceste corruption peut apporter changement & ruyne à l'Etat, car seulement autant durent les Royanmes, que la Justice dure en eux.

Il est cause, que les principaux Financiers font vn estat dans l'estat, & vn monopole si grand, achetant les premiers Offices du Parlement, & de la Chambre des Comptes, les charges de la Maison du Roy, voire des plus proches de sa personne, pour leurs enfans, gendres, parents, ou alliez, dont ils autorisent leurs malversations; que si l'on n'y prend garde, ils auront à l'aduenir assez de pouuoir pour s'opposer à la volonté de sa Majesté, ou pour le moins par moyens & artifices l'eluder.

Des Financiers qui achètent les Offices.

Il establit vne tyrannie es familles des Lieutenans generaux dans les Prouinces, fomente en eux le desir de végeance, qu'il rend hereditaire, commel'office du pere au fils, dont premiere-ment le Roy & l'Etat, en apres les meilleures familles sont interessees, & toutesfois n'osent s'y opposer, parce qu'ils voyent qu'apres la mort du pere il faut infailliblement qu'ils retombent, eux ou leurs enfans, sous l'autorité du fils: Aussi le feu Roy pour ceste consideration, & autres tres-importantes, ne voulut qu'ils fussent compris au Droi&t Annuel, comme de faict ils n'y furent iamais compris de son viuant.

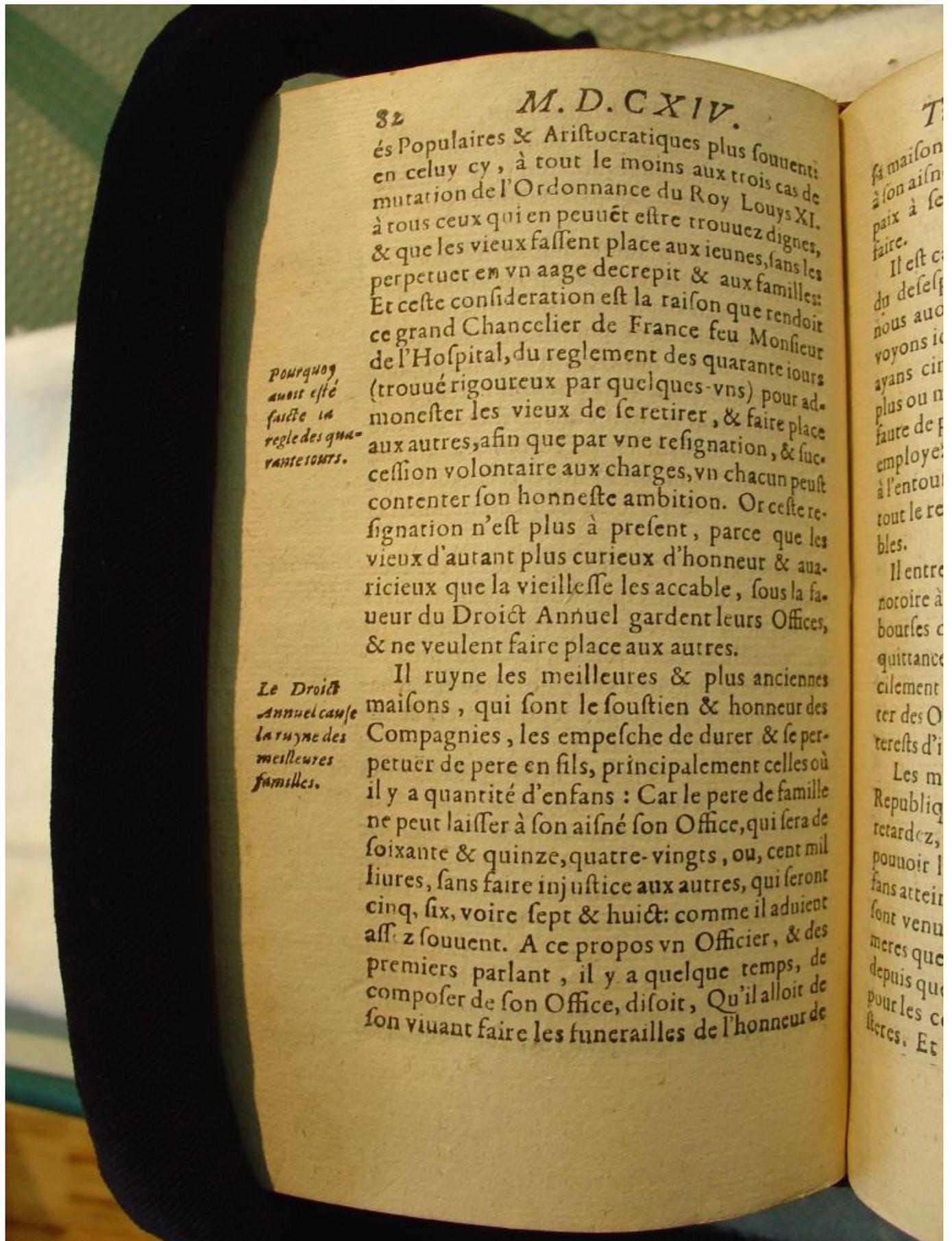
Des Lieutenans generaux Civils & Criminels qui se rendent hereditaires.

Le Droi&t Annuel faict perdre l'usage des resignations.

Il faut (& est de necessité) pour l'harmonie & soustien de tous Estats souuerains, que les Offices, Dignitez & charges, s'y communiquent:

F

1614_2_082.jpg



82

M. D. C. X. I. V.

*Pourquoy
auoit esté
faicte la
regle des qua-
rante iours.*

*Le Droit
Annuel cause
la ruine des
meilleures
familles.*

és Populaires & Aristocratiques plus souuent
en celuy cy, à tout le moins aux trois cas de
mutation de l'Ordonnance du Roy Louys XI.
à tous ceux qui en peuuent estre trouuez dignes,
& que les vieux fassent place aux ieunes, sans les
perpetuer en vn aage decrepit & aux familles:
Et ceste consideration est la raison que rendoit
ce grand Chancelier de France feu Monsieur
de l'Hospital, du reglement des quarante iours
(trouué rigoureux par quelques-vns) pour ad-
monester les vieux de se retirer, & faire place
aux autres, afin que par vne resignation, & suc-
cession volontaire aux charges, vn chacun peust
contenter son honneste ambition. Or ceste re-
signation n'est plus à present, parce que les
vieux d'autant plus curieux d'honneur & aua-
ricieux que la vieillesse les accable, sous la fa-
ueur du Droit Annuel gardent leurs Offices,
& ne veulent faire place aux autres.

Il ruyne les meilleures & plus anciennes
maisons, qui sont le soustien & honneur des
Compagnies, les empesche de durer & se per-
petuer de pere en fils, principalement celles où
il y a quantité d'enfans: Car le pere de famille
ne peut laisser à son aîné son Office, qui sera de
soixante & quinze, quatre-vingts, ou, cent mil
liures, sans faire injustice aux autres, qui seront
cinq, six, voire sept & huit: comme il aduient
assz souuent. A ce propos vn Officier, & des
premiers parlant, il y a quelque temps, de
composer de son Office, disoit, Qu'il alloit de
son viuant faire les funerailles de l'honneur de

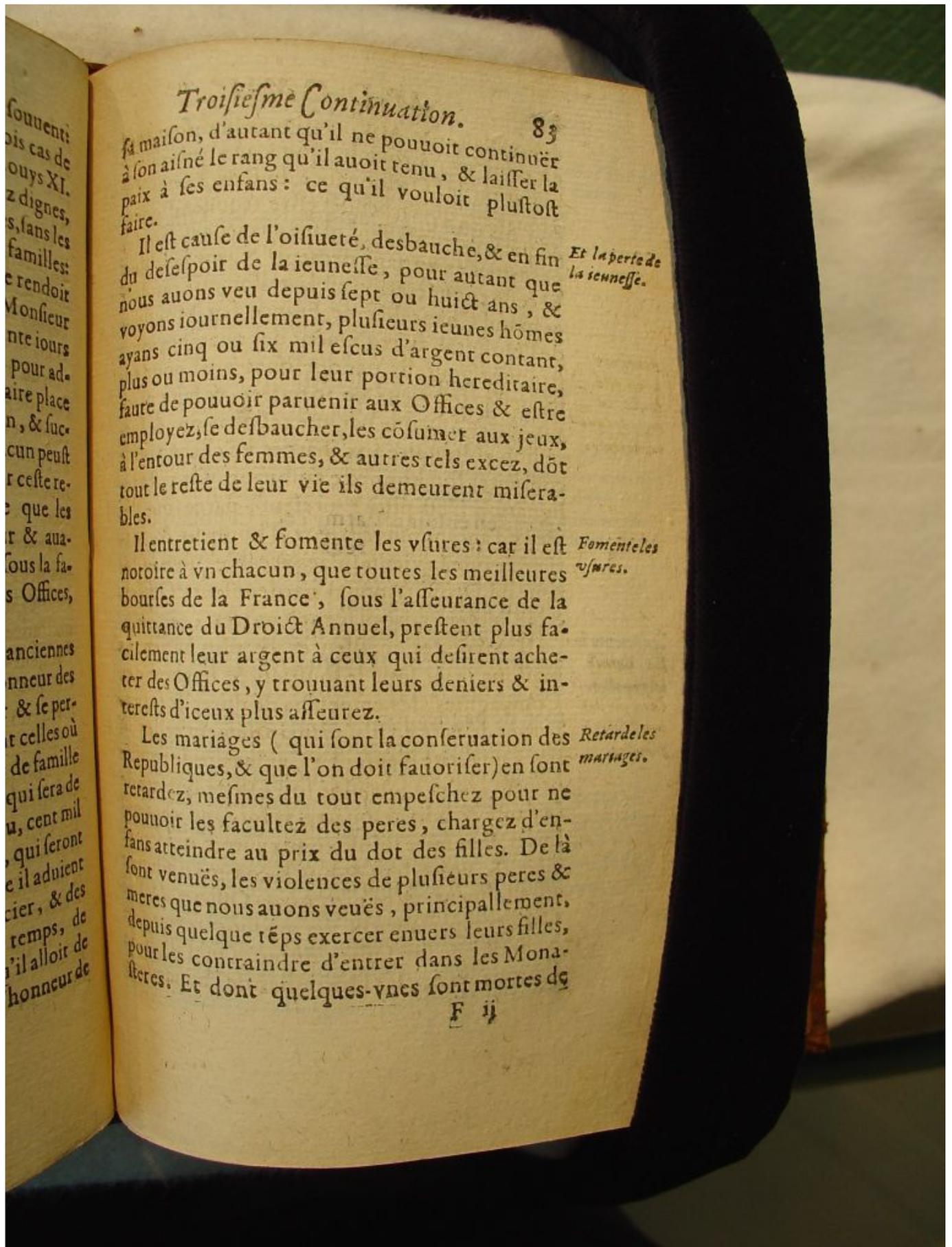
T
sa maison
à son aîné
paix à se
faire.

Il est c
du defesp
nous auo
voyons ic
ayans cir
plus ou n
faute de p
employe
à l'entou
tout le re
bles.

Il entre
noiroire à
bourses c
quittance
cilement
ter des O
terests d'i

Les m
Republiq
retardcz,
pouuoir l
sans atteir
sont venu
meres que
depuis que
pour les c
teres. Et

1614_2_083.jpg



Troisiesme Continuation.

83

sa maison, d'autant qu'il ne pouuoit continuer à son aîné le rang qu'il auoit tenu, & laisser la paix à ses enfans: ce qu'il vouloit plustost faire.

Il est cause de l'oisiueté, desbauche, & en fin du desespoir de la ieunesse, pour autant que nous auons veu depuis sept ou huit ans, & voyons iournellement, plusieurs ieunes hommes ayans cinq ou six mil escus d'argent contant, plus ou moins, pour leur portion hereditaire, faute de pouuoir paruenir aux Offices & estre employez, se desbaucher, les cōsumer aux jeux, à l'entour des femmes, & autres tels excez, dōt tout le reste de leur vie ils demeurent miserables.

Et la perte de la ieunesse.

Il entretient & fomete les vsures: car il est notoire à vn chacun, que toutes les meilleures bourses de la France, sous l'assurance de la quittance du Droit Annuel, prestent plus facilement leur argent à ceux qui desirent acheter des Offices, y trouuant leurs deniers & interests d'iceux plus assurez.

Fomete les vsures.

Les mariages (qui sont la conseruation des Republicques, & que l'on doit fauoriser) en sont retardez, mesmes du tout empeschez pour ne pouuoir les facultez des peres, chargez d'enfans atteindre au prix du dot des filles. De là sont venuës, les violences de plusieurs peres & meres que nous auons veuës, principalement, depuis quelque tēps exercer enuers leurs filles, pour les contraindre d'entrer dans les Monastères. Et dont quelques-vnes sont mortes de

Retarde les mariages.

F ij

Image issue du site mercurefrancois.ehess.fr - Cliché (c) Cécile Soudan